

Extrait du Site de l'Association Adéquations

<http://www.adequations.org/spip.php?article1756>

Campagne « Aidons l'argent »... à quitter les paradis fiscaux

- Campagnes & plaidoyers -



Date de mise en ligne : vendredi 8 avril 2011

Description :

Les paradis fiscaux comme les Iles Caïmans, les Bermudes mais aussi Luxembourg, la Suisse, la City de Londres, etc. sont des centres financiers qui organisent l'opacité, cultivent le secret et ne font pratiquement pas payer d'impôts aux particulier et aux entreprises. Les multinationales y enregistrent des sociétés, parfois complètement fictives - une boîte aux lettres ! - pour faire émerger leurs profits dans ces filiales non imposées.

Site de l'Association Adéquations

D'après le site www.aidonslargent.org

Les paradis fiscaux comme les Iles Caïmans, les Bermudes mais aussi Luxembourg, la Suisse, la City de Londres, etc. sont des centres financiers qui organisent l'opacité, cultivent le secret et ne font pratiquement pas payer d'impôts aux particuliers et aux entreprises. Les multinationales y enregistrent des sociétés, parfois complètement fictives - une boîte aux lettres ! - pour faire émerger leurs profits dans ces filiales non imposées.

Par ce jeu de délocalisation fiscale, c'est l'île Maurice, qui compte à peine un million d'habitants, qui se retrouve être sur le papier le 1er investisseur mondial en Inde. Quant aux Iles Vierges britanniques, elles comptent 830 000 sociétés enregistrées pour une population de 23 000 habitants ! L'opacité permet de dissimuler des comptes et des activités douteuses aux administrations fiscales du monde, les plus touchées étant celles des pays en développement. Elle permet aussi de blanchir l'argent du crime et de la corruption.

Où sont les paradis fiscaux ?

Localiser les paradis fiscaux, oui, mais avec quels critères ? Il n'existe pas de liste officielle car les critères varient considérablement selon l'organisme qui établit le classement. Les récentes listes 'noire' et 'grise' illustrent bien ce phénomène. En 2009, l'OCDE a pourtant établi une liste de 42 pays répondant aux critères suivants :

- ▶ Taxation sur le capital nulle ou insignifiante
- ▶ Absence de transparence
- ▶ Fortes réticences à communiquer la moindre information à une autorité étrangère

Pourtant, malgré ces critères objectifs, il a suffi à chaque pays identifié, pour sortir de la liste, de s'engager avec 12 autres territoires à communiquer des informations fiscales ! Pourquoi à l'égard de seulement 12 territoires, quand 242 Etats participent à la mondialisation ? Il ne reste actuellement que 14 territoires sur la liste de l'OCDE, qui ne pèsent selon le CCFD-Terre Solidaire que 0,15 de la finance offshore mondiale... Tous les « gros » ont été « blanchis », pour l'heure : Iles Caïmans, Luxembourg, City de Londres, Jersey, Hong-Kong, Bermudes....

Au centre de la finance internationale

Le CCFD -Terre Solidaire considère le processus de liste du G20 comme trop laxiste et, en lien avec la société civile internationale, les ONG mettent en avant leur propre liste qui identifie 60 paradis fiscaux, en les classant en fonction de leur dangerosité. Selon cet indice d'opacité financière, parmi les 20 paradis fiscaux les plus dangereux dans le concert de la finance internationale, il n'y en a plus qu'un (Panama) qui apparaisse sur la liste de l'OCDE !

La campagne "Aidons l'argent"

Animée par le CCFD Terre d'Avenir, la campagne "Aidons l'argent" demande notamment "que les multinationales déclarent et publient leur bénéfice et les impôts qu'elles payent dans les pays où elles créent effectivement leurs richesses. Une telle transparence permettra de prévenir la fraude et l'évasion fiscale massive".

► www.aidonslargent.org